

## **A PROPOS DE LA STRATEGIE**

**D. Michael**

Première publication dans *Voice of the Resistance*, Octobre 2002.

Disponible originellement sur :

<http://www.nationalanarchist.com/strategy.html>

*Note du traducteur : certains détails concernant le système électoral anglais ont été édités dans cette version. Pour plus de clarté, j'ai aussi subdivisé les sections un peu plus formellement. Pour le reste, c'est du Michael pur jus, sans additifs excepté les fautes de frappes ou les approximations dans la tradoche.*

### **Introduction**

Les forces anti-Système sur l'ensemble de la planète souffrent actuellement d'une sévère carence en matière de stratégie. Le nombre de tactiques viables pour s'opposer au Système est toujours plus réduit. Les anciennes stratégies, comme la participation aux élections ou certaines formes de manifestations, ont été rendues inopérantes. Les tâches immédiates qui attendent ceux qui veulent s'opposer au Nouvel Ordre Mondial sont donc de générer des stratégies alternatives et de les appliquer avant qu'elles soient neutralisées.

Nous pouvons distinguer deux sortes de stratégies. Elles peuvent tout d'abord être destructives, ou offensives – elles cherchent alors à arracher le pouvoir des mains du Système, et comprennent principalement les stratégies traditionnelles de participation aux élections, d'infiltration et de subversion des syndicats et des médias, et de violence révolutionnaire. Leur caractéristique essentielle est de tenter de prendre le pouvoir.

Nous avons ensuite une autre classe de stratégies, plus constructives. Elles cherchent à construire des structures alternatives. Elles comprennent l'acquisition de ressources, la formation d'alliance et, par-dessus tout, l'édification de communautés. Leur caractéristique essentielle est de chercher à créer du pouvoir.

Bien entendu, cette distinction est une simplification extrême. Les stratégies constructives offrent de nouvelles opportunités au recours à des stratégies offensives : par exemple, la construction d'une communauté peut déboucher sur un plan de conquête territoriale. Inversement, il a souvent été dit que la destruction peut être une forme de création. Le principal message de cet article est que les stratégies destructives traditionnelles ont été neutralisées en tant qu'outil à disposition de ceux qui cherchent une véritable alternative au Système, et que l'option des stratégies constructives n'en est que plus défendable.

## I - Les anciennes stratégies destructives

### 1 - Les élections

On n'a pratiquement jamais vu de pays passer d'un régime pro-Nouvel Ordre Mondial à un régime opposé, par des moyens démocratiques – du moins pas dans les dernières décennies. Etant donné la fréquence des élections sur la planète, on peut sans doute y voir une certaine coïncidence.

La plupart des régimes favorables au Nouvel Ordre Mondial s'organisent en un système où les deux partis en présence défendent des politiques semblables ou identiques, qui n'entrent pas en conflit avec la vision du monde des maîtres du monde, ou en diverses coalitions multipartites qui débouchent sur les mêmes résultats. La similitude entre les régimes bipartites ou les régimes de coalition les rend aussi immunisés contre tout changement de direction que les systèmes à parti unique de l'ère soviétique. La différence est minime entre un régime de parti unique et un régime où les deux partis principaux disent la même chose, même si ce dernier permet peut-être plus d'ampleur dans certains débats.

Divers mécanismes sont utilisés pour empêcher les organisations anti-Système d'obtenir une part de pouvoir significative par des moyens démocratiques. Ils varient d'un pays à l'autre mais comprennent principalement :

#### *1a) Le contrôle de l'accès aux médias de masse.*

Il n'est possible de gagner des élections importantes que si vous avez eu droit à une visibilité médiatique importante et durable. En réservant l'accès aux médias aux partis favorables au Système, on s'assure que personne d'autre ne puisse participer utilement au processus électoral. Ce contrôle s'opère de deux manières.

Premièrement, les médias étatiques, comme la BBC au Royaume-Uni, ne donnent un accès significatif qu'aux partis « les plus importants », à savoir ceux qui sont favorables au Nouvel Ordre Mondial. Ce tri mène à un cercle vicieux qui maintient le statu quo : pour être reconnu en tant que « parti principal », vous devez bénéficier d'une large médiatisation, mais pour bénéficier de cette médiatisation, vous devez déjà être reconnu comme un « parti principal » ! De plus, les règles de censure, comme la ligne de « bon goût et de décence » de la BBC (probablement illégale) servent aussi d'excuses aux patrons des médias pour refuser l'accès aux organisations anti-Système qui les dérangent.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> La BBC fait l'impasse sur la plupart des organisations politiques britanniques autres que les Travailleurs, les Conservateurs et les démocrates libéraux (certains partis régionaux ont parfois droit à une maigre couverture) mais parfois sa censure cruelle repousse les frontières de la légalité, particulièrement en ce qui concerne la « droite » nationaliste. On en trouve une bonne illustration avec leur page web officielle et son insistance à ne pas mettre en lien les sites d'organisations comme le British National Party ou le National Front. Il référencera les sites du Sinn Féin et autres étranges organisations communisantes, mais se réfère vaguement à son code déontologique officiel pour justifier son refus de référencer les sites nationalistes. Quand on leur demande ce qu'ils trouvent spécifiquement « indécent » chez ces sites, ils ne répondent tout simplement pas. Durant la campagne électorale de 2001, le BNP a découvert que cette politique semblait entrer en conflit avec le Human Rights Act de 1998, dans la mesure où un organe de l'Etat limitait la liberté d'expression d'un parti et, de fait, sa capacité à participer aux élections. Une menace de poursuites a poussé la BBC à publier brièvement un lien ...

Deuxièmement, le marché prétendu « libre », si apprécié des partis pro-Système, fait en sorte que de vastes capitaux doivent être accumulés pour avoir accès aux médias de masse comme les quotidiens et les radios indépendantes. Ceux qui détiennent ces capitaux, dans les « démocraties » bipartites, ont tendance à être fortement pro-Système : il faut en effet pouvoir agir légalement à l'intérieur de ce Système pour accumuler de telles sommes. De fait, si ces gens ne soutenaient pas le Système, ils auraient sans aucun doute toutes sortes de difficultés avec les annonceurs, les syndicats, leurs employés et leurs fournisseurs. Naturellement, un patron pro-Système entraîne une ligne éditoriale et des partis pris en conséquence. Voilà qui réduit de manière conséquente l'accès aux médias des partis d'opposition.

*Ib) Le truquage du système électoral lui-même.*

Les systèmes électoraux des pays pro-Système sont rarement basés sur la simple proportionnalité, permettant aux représentants et au gouvernement d'être le reflet direct de la proportion de votes accordés aux différents partis en lice. Il y a au contraire toutes sortes de combines qui garantissent que seuls les partis favorables au Nouvel Ordre Mondial puissent l'emporter. En Angleterre, par exemple, le système électoral FPTP<sup>2</sup> donne un avantage absolu aux partis mondialistes, parce que les votes pour les plus petites formations sont tout simplement « gaspillés ».<sup>3</sup> (...) Si les partis anti-Nouvel Ordre Mondial arrivent malgré tout à surmonter ces obstacles, le Système réagit en leur imposant d'autres barrières : il augmente le montant des frais nécessaires pour avoir droit à la médiatisation durant la campagne (c'est déjà arrivé en Angleterre). Si un système électoral quelconque produit un résultat « inapproprié », il suffit de changer le système (c'est ce qui va se produire en France)<sup>4</sup> ! En Amérique, le système de « collège électoral » est tellement bidon, et si exactement coupé de toute espèce de proportionnalité, qu'il est possible pour un président d'être élu même si une

---

... vers le site du BNP. Après les élections, et suite aux protestations de divers groupes, la BBC a repris sa politique de refus de référencement. Le BNP n'a pas entamé d'autres poursuites, faute de moyens, comme l'a admis en privé une figure centrale de ce parti. Pourtant, c'est précisément l'échec des nationalistes britanniques à dépasser le problème de l'accès aux médias qui a rendu absolument futiles ses tentatives de gagner de l'influence au travers du système électoral. Aucun parti nationaliste anglais n'a compris cette vérité essentielle : tant que l'on doit négocier avec les médias, on gaspille son temps à participer aux élections. Cela dit, la BBC a été moins heureuse dans sa tentative de supprimer un parti anti-avortement, dont il avait refusé un spot électoral en 1997, prétextant ses images choquantes qui allaient à l'encontre de son code déontologique. La Cour d'Appel a estimé que la BBC avait agi illégalement. (...) Bien que ces exemples semblent impliquer la « droite » de manière disproportionnée, il ne faudrait pas oublier que la « gauche » se plaint régulièrement d'être ignorée par la BBC.

<sup>2</sup> Note du traducteur : « *First Past the Post* » : pour les détails, consulter ces deux pages : <http://www.aceproject.org/main/english/es/esd01a.htm> (ses avantages) et <http://www.aceproject.org/main/english/es/esd01b.htm> (ses inconvénients)

<sup>3</sup> Le sort des Démocrates Libéraux en Angleterre en est un exemple clair. Le nombre de leurs membres au Parlement est systématiquement plus bas qu'en cas de représentation proportionnelle, simplement parce que la répartition de leurs votes est plus large que celle des conservateurs ou des travaillistes.

<sup>4</sup> Les projets de réformes du système électoral français élimineraient la représentation parlementaire du Front National même si ce parti conservait son niveau de popularité actuel. Des exemples encore plus radicaux peuvent être trouvés en Afrique du Sud, où le président F.W. de Klerk a carrément suspendu la constitution, et dans l'Algérie de 1992, où les élections ont été annulées quand il est devenu évident que le Front Islamique du Salut allait l'emporter.

majorité de votants ont désigné son opposant comme vainqueur (comme ça a été le cas avec George W. Bush).

*1c) L'infiltration et la désorganisation.*

C'est un fait reconnu depuis longtemps que la plupart des petits partis de nombreux pays Européens ont été fortement infiltrés par les services de sécurité locaux.<sup>5</sup> Une telle infiltration leur permet de désorganiser toute institution qui s'oppose au Système. L'autre phénomène que toute personne travaillant dans une organisation politique anti-Système aura pu remarquer, est la tendance à la « disparition » du courrier avant qu'il atteigne son destinataire. On ne peut qu'en conclure que les services secrets sont là-derrrière, perturbant délibérément les communications des dissidents (...).

*1d) La cooptation.*

Il s'agit de l'appropriation complète d'une cause, d'une organisation ou d'un mouvement par le Système. Un exemple peut être trouvé dans le détournement des travaillistes anglais, qui fut un temps un parti socialiste, par ceux font facilement cause commune avec George W. Bush.

*1e) Le vol d'identité.*

On peut remarquer que le chef communiste russe, Zyuganov, avait prévu qu'il y aurait des tentatives de brouiller les perceptions de l'électorat par la mise en place de faux partis communistes peu avant les prochaines élections dans son pays.

*1f) Rendre la campagne électorale impossible.*

C'est faisable principalement en passant des lois qui rendent difficile toute protestation libre (on pense ici au British Public Order Act), ou par le biais d'arrestations plus ou moins illégales (comme celles qui ont frappé massivement les manifestants anti-G7 (*sic*) aux Etats-Unis le 27 septembre), ou encore par l'intimidation visant toute personne exprimant leurs opinions sur leur lieu de travail (une méthode de choix dans la répression du nationalisme en Angleterre).

*1g) Le financement par l'Etat des partis politiques...*

... mais selon des règles qui réservent les fonds disponibles à certains partis seulement. C'est une combine qui a fonctionné au Zimbabwe. Il se peut qu'elle soit appliquée en Grande-Bretagne dans un futur proche.

---

<sup>5</sup> Il semble qu'un membre sur sept de la direction que NPD allemand soit un agent de l'Etat, et une récente tentative d'interdire ce parti a spectaculairement échoué quand il est devenu évident qu'un responsable du mouvement, en possession de preuves permettant cette interdiction, faisait partie des services secrets.

### *1h) L'escroquerie pure et simple.*

Nous en avons vu des exemples en Yougoslavie, au Zimbabwe, et récemment au Pakistan. Quand tout le reste échoue, s'il est possible de truquer le système, il sera truqué.

En dernier recours, *les partis politiques gênants peuvent simplement être interdits*. Le sort des nationalistes basques l'illustre bien.

### 2) *Le terrorisme, la criminalité et la violence*

Les stratégies révolutionnaires du 19<sup>ème</sup> siècle ont été largement neutralisées au 21<sup>ème</sup> siècle, au moins dans les territoires centraux de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Le Système dispose de moyens phénoménaux pour intercepter les communications. Les échanges électroniques, comme l'e-mail et le téléphone, peuvent être mis sur écoute par le biais d'installations similaires à celles de Menwith Hill<sup>6</sup> - des petits partis politiques anti-Système se plaignent souvent que leur courrier ordinaire disparaît mystérieusement. Les rues des grandes villes grouillent de caméras de surveillance. L'Etat n'a jamais disposé d'autant de moyens d'intercepter les activités le visant, même au stade de simples plans, et d'appréhender ceux qui les conçoivent.

L'infiltration étatique des partis politiques anti-système est notoire, qu'il s'agisse de la prétendue « droite » (en Angleterre, le BNP, le NF et même l'UKIP<sup>7</sup>) ou de la prétendue « gauche » (le mouvement pacifiste ou « antifasciste »).

Au mieux, les agents de l'Etat ne font que rejoindre ces organisations et transmettent à leurs maîtres les informations qu'ils y récoltent en se liant avec les politiciens ou les journalistes. Ils promeuvent aussi le principe de « diviser pour mieux régner », fractionnant les organisations en y provoquant des controverses qui finissent pas les neutraliser.

Au pire, ils agissent comme des agents provocateurs, encourageant les sympathisants à commettre des actes illégaux, pour qu'ils se fassent arrêter. Ceux qui incitent au terrorisme, à la criminalité et à la violence sont des cibles de choix pour ces agents. La plupart des militants anti-Système un peu expérimentés sont suffisamment familiarisés avec la situation générale pour savoir que quiconque prône de telles méthodes d'action en Europe ou en Amérique du Nord et soit *a)* dangereusement naïf ou *b)* un flic ou un agent de l'Etat.

Dans les territoires périphériques, bien sûr, la situation est complètement différente. Les conflits armés s'y produisent fréquemment, avec quelques signes de succès – les maoïstes au Népal ne sont qu'un exemple qui vient à l'esprit, malgré les pertes humaines abominables sur place. Néanmoins, toute défense de tels conflits armés dans les territoires-clés du Système provoquerait la réaction immédiate des agents vigilants de l'Etat dans ces parties du monde. Ce n'est tout simplement *pas* une option.

---

<sup>6</sup> Plus d'infos ici : <http://www.daelnet.co.uk/features/menwithhill/>

<sup>7</sup> Le « Parti de l'Indépendance du Royaume-Uni », en faveur d'un retrait de l'UE.

### 3) Les autres stratégies « destructives »

Plusieurs autres stratégies « destructives » ou « offensives » ont été testées au cours des ans. La politisation des syndicats a été une méthode favorite de la prétendue « gauche » mais elle a été neutralisée avec l'extermination virtuelle du mouvement syndical par Reagan aux Etats-Unis et par Thatcher en Grande-Bretagne. Le déclin de ce mouvement a réduit la puissance des manifestations et des grèves massives dans les territoires-clés. En Angleterre, le Public Order Act de 1986 permet aux autorités d'agir contre pratiquement toute autre stratégie visant directement à s'emparer du pouvoir en l'arrachant des mains de ceux qui le possèdent. Les Américains possèdent encore un degré de liberté supérieur à celui des Européens, de ce point de vue.

## **II – Les stratégies constructives**

La notion de stratégies constructives peut sembler, au premier abord, comme un synonyme de « laisser tomber » – une sorte d'abandon de toute activité politique sérieuse. Cette illusion a ses avantages parce qu'elle implique que les forces du Nouvel Ordre Mondial tendent à sous-estimer leur potentiel et à ne pas chercher à les neutraliser. Elle a ses inconvénients en ce sens que les opposants au Nouvel Ordre Mondial partagent cette sous-estimation de leur potentiel.

La politique est un jeu qui tourne autour de la question des ressources. Son but est d'en contrôler suffisamment pour atteindre certains objectifs politiques. Les stratégies destructives ont fonctionné parce qu'elles ont fourni des canaux d'action à travers lesquels les activistes ont pu capter des ressources appartenant à leurs opposants. Néanmoins, il y a d'autres moyens de contrôler des ressources que de participer à des compétitions où l'on a peu de chances de gagner. Maintenant que les stratégies destructives ont été rendues inopérantes, le temps est venu de nous pencher sur ces approches alternatives.

Combien de ressources vous faut-il contrôler, de quel type et avec quel degré de contrôle, tout cela dépend entièrement des objectifs politiques que l'on se fixe. Les objectifs grandiloquents nécessitent un contrôle absolu de beaucoup de ressources difficiles à acquérir. Des objectifs plus modestes peuvent être atteints plus facilement.

Un mythe engendré par l'état d'esprit « démocratique » est qu'il est nécessaire, et suffisant, d'obtenir le pouvoir étatique ou tout au moins un certain nombre de représentants élus, pour atteindre des objectifs politiques. Ce n'est pas le cas.

Les objectifs politiques à l'échelle locale peuvent être atteints par une simple poignée d'activistes qui n'hésitent pas à jouer les casse-pieds – des campagnes « NIMBY »<sup>8</sup> bien menées en sont une illustration. D'un autre côté, de larges investissements en temps et en énergie peuvent être consacrés à augmenter les chances d'élire quelques vagues conseillers municipaux (dont les pouvoirs seront négligeables), alors qu'ils pourraient être bien plus profitables dans d'autres domaines. Même s'il était possible d'obtenir la puissance étatique, il

---

<sup>8</sup> *Note du traducteur : le phénomène NIMBY, « Not In My Back Yard », littéralement « pas dans mon arrière-cour », est un concept sociologique qui, résumé grossièrement, désigne une attitude paradoxale chez le citoyen ordinaire : il soutiendra tel ou tel projet parce qu'il en approuve le principe, mais refusera d'en assumer les conséquences concrètes, si elles altèrent sa routine ou son confort. L'auteur ne fournit pas d'exemple concret de telles campagnes.*

faut se rappeler que cette puissance, de nos jours, est très restreinte, de par l'action des forces de la globalisation et par certains facteurs locaux.

Les stratégies constructives peuvent être appliquées pas à pas. Il faut examiner les ressources dont vous disposez déjà, puis considérer dans quelle mesure elles pourraient être employées pour en capter d'autres, qui seront à leur tour utilisées dans le même but, et ainsi de suite jusqu'à ce que les objectifs politiques fixés soient atteints.

Suivent quelques exemples :

### 1. *La construction d'une communauté.*

J'entends par ce terme la création de communautés aussi indépendantes que possible du Nouvel Ordre Mondial. Il existe beaucoup d'idées sur la manière d'y arriver. Certains, comme Kropotkine, ont soutenu la création de communautés urbaines.<sup>9</sup> Mon avis est que, étant donné l'influence des circonstances, de telles communautés devraient sans doute être d'une taille considérables, plus grandes que des villages, et devraient être isolées géographiquement pour se soustraire autant que possible à l'influence malveillante du monde extérieur. La construction d'une communauté pourrait-elle fonctionner ? La réponse est que ça fonctionne déjà, même si ce n'est pas encore sous la forme d'une alternative claire et durable à l'ordre mondial en place. Des communes anarchistes ont existé depuis des siècles. Même de nos jours, il existe des communes d'une taille respectable, représentant des groupes d'intérêts de différentes sortes, avec des degrés variables d'autonomie – par exemple, les communautés Mennonites au Paraguay et les Afrikaners d'Orania en Afrique du Sud. Personne n'essaie d'écraser ces communautés. Elles vivent à leur manière et, tant qu'elles ne dérangent personne, on les laisse tranquilles. Leur existence réfute la notion que le Système essaiera systématiquement de coopter ou de détruire toute tentative de créer des communautés indépendantes ou quasi-indépendantes. Des communautés NA pourraient fonctionner sur des principes similaires, travaillant non pas à créer des troubles mais en tournant résolument le dos au monde extérieur.

Pour être viables, ces communautés devraient :

- a) être de taille suffisante pour être autosuffisantes
- b) avoir suffisamment de compétences, pour le même but
- c) contrôler suffisamment de ressources, toujours pour le même but
- d) mettre en place des systèmes de filtrage, pour garantir l'exclusion des indésirables
- e) posséder des systèmes politiques internes qui ne soient pas programmés pour s'autodétruire
- f) posséder une idéologie d'isolement et d'opposition au Nouvel Ordre Mondial et,
- g) gérer leurs affaires d'une manière qui n'attire pas les assauts des forces du Nouvel Ordre Mondial.

---

<sup>9</sup> Kropotkine, Pierre (1895) 'Proposed communist settlement: a new colony for Tyneside or Wearside', *The Newcastle Daily Chronicle* (20 février), p. 4.

## *2. La construction d'alliances.*

Le dogmatisme est particulièrement répandu parmi les groupes anti-Système. Ils consacrent un temps et des ressources énormes à se battre entre eux plutôt qu'à combattre le Système. C'est particulièrement le cas des conflits entre la « droite » et la « gauche ». De tels groupes, bien souvent, sont plus concernés par la propagation de leur version de la « vraie foi » qu'à mettre concrètement en pratique leurs idéaux. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'une nouvelle classe d'activistes anti-Système non-dogmatiques. De tels activistes chercheront des domaines d'action communs avec d'autres activistes anti-Système, en minimisant leurs différences pour tenter de faire émerger un large front de résistance. Il n'existera jamais un accord total sur tous les sujets parmi les activistes anti-Système et il serait imprudent d'affirmer le contraire. Pourtant il est possible pour ceux qui s'opposent sincèrement au Système de conserver leurs convictions personnelles tout en cherchant des opportunités de collaborer avec des activistes ne les partageant pas, mais qui satisfont à deux critères : *a)* être suffisamment non-dogmatique pour que la coopération soit possible et *b)* être suffisamment engagé dans un activisme anti-Système pour que l'alliance en vaille la peine. Il peut même être possible de bâtir des alliances avec des militants dogmatiques en se concentrant sur des domaines extrêmement limités.

## *3. L'acquisition de ressources.*

Est une « ressource » tout ce qui peut être utilisé stratégiquement pour atteindre des buts politiques. Les ressources humaines sont des individus au bénéfice de certains talents et d'un certain engagement. Il faut évidemment insister sur la qualité plus que sur la quantité : le but n'est pas de gagner des élections et de former des organisations de masse, mais plutôt de construire des communautés et des alliances. Les attributs à chercher en particulier sont : *a)* l'activisme sérieux *b)* un état d'esprit non-dogmatique *c)* l'engagement dans le combat contre le Système et *d)* des dispositions personnelles utiles. Les ressources financières sont essentielles car, dans un monde capitaliste, l'argent représente le pouvoir. Il est urgent que le milieu développe et mette en pratique des techniques de génération de cash. Les ressources en matière de renseignement et de propagande sont tout aussi importantes. Les alliances stratégiques et les communautés peuvent aussi être considérées comme des ressources, utilisables pour atteindre certains buts.

Ce qui est envisagé ici est un type complètement différent d'activité politique. Bien que certaines anciennes stratégies, comme la participation aux élections ou la subversion classique, puissent toujours jouer un rôle mineur à la périphérie de la stratégie, elles sont largement remplacée par des activités telles que la construction de réseau, la propagande (en visant cette fois-ci des catégories de gens utiles, plutôt que la communauté en général), les entreprises commerciales, la mise en place de communautés, les élaborations théoriques et les négociations avec des alliés potentiels. En ayant atteint un niveau critique de soutien et de ressources, il serait possible d'entreprendre la formation de véritables communautés sur le terrain.